

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOREDI

Rue du Camp d'Aviation
44 320 Saint-Viaud

Références : N3-2024-1127
Code AIOT : 0006304918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement SOREDI implanté Rue du Camp d'Aviation 44 320 Saint-Viaud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Programme pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREDI
- Rue du Camp d'Aviation 44 320 Saint-Viaud
- Code AIOT : 0006304918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site de traitement de déchets dangereux

Thèmes de l'inspection :

- Traçabilité des déchets – Utilisation de trackdéchets
- Rejets aqueux et atmosphériques
- Protection incendie du site
- Chargement / déchargement des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, articles 5.3.6 et 5.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection incendie du site	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.2.2	Sans objet
3	Transports - chargements - déchargements	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5.7.4	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments de correction et de justification sont attendus concernant la surveillance des rejets aqueux et la protection incendie du site.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, articles 5.3.6 et 5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Autosurveillance des rejets Respect des valeurs limites d'émission Identification des causes de dépassement et mise en place d'actions correctives
Constats : L'autosurveillance du site est systématiquement réalisée par un laboratoire agréé externe (ALT WEST AGROLAB). Pour les années 2023 et 2024, quelques dépassements ont été constatés. Des actions correctives ont été systématiquement mises en œuvre par l'exploitant : <u>En 2023, sont constatés :</u> <ul style="list-style-type: none"> 4 dépassements en azote (un maximum identifié à 67 mg/l au lieu de 50 mg/l) : L'exploitant explique rencontrer des difficultés ponctuelles d'abattement de l'azote lié à un déchet en particulier, des eaux souillées (code déchet : 161001*). Suite aux dépassements constatés, l'exploitant a réorienté les réceptions suivantes dans une autre filière de traitement. Pour éviter ces dépassements, l'exploitant a intégré le paramètre azote dans l'analyse réalisée lors de la réception du déchet. 2 dépassements en chrome (un maximum identifié à 0,54 mg/l au lieu de 0,1 mg/l) et 1 dépassement en chrome VI (0,13 mg/l au lieu de 0,1 mg/l) : l'exploitant explique que ces

dépassements sont dus à des déversements accidentels.

- 1 dépassement en glyphosate (0,810 mg/l au lieu de 0.028 mg/l) : l'exploitant explique que ce dépassement est dû à des déversements accidentels.

L'exploitant déclare que ces déversements accidentels ont lieu principalement entre le bâtiment B2 et bâtiment B4. Le bâtiment B2 réceptionne l'ensemble des déchets conditionnés. Ces déchets sont ensuite triés, regroupés et envoyés au bâtiment B4 pour réaliser le broyage des contenants souillés ou le dépotage des déchets dit « pâteux ». Cette opération de transport entre les 2 bâtiments génèrent des situations où des déversements accidentels peuvent avoir lieu. **Un rappel et une sensibilisation a été faite au service exploitation. Le site dispose de matériaux adsorbants ainsi que d'obturateurs d'égout au niveau de la zone de déversement accidentel identifiée par l'exploitant.**

De janvier à août 2024 sont constatés :

- Des dépassements en phosphores (3 en janvier, 1 en février, 1 en mars avec un maximum identifié à 4,3 au lieu de 2 mg/l) : l'exploitant déclare que ces dépassements sont dus à des problèmes d'assimilation du phosphore par les bactéries de son système de traitement biologique. **L'exploitant a installé un analyseur en continu qui permet d'identifier les dépassements et un système de régulation de l'apport d'acide phosphorique dans le traitement biologique.**
- 1 dépassement en MES (37 mg/l au lieu de 30 mg/l), 1 dépassement en zinc (2,8 mg/l au lieu de 2 mg/l) et 2 dépassements en chrome (un maximum identifié à 0.18 mg/l au lieu de 0.1 mg/l) : l'exploitant explique que ces dépassements sont dus à des déversements accidentels. **Un rappel et une sensibilisation a été faite au service exploitation. L'exploitant a également mis en place une filtration au charbon actif sur le réseau de réception des eaux pluviales en avril.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra confirmer l'absence d'écarts suite à ces actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Chaudière :

Contrôle du rejet tous les 3 ans par un organisme agréé sur les paramètres suivants : débit, teneur en oxygène, oxydes de soufre, poussières, oxydes d'azote, COV

Hall de broyage :

Contrôle du rejet tous les 3 ans par un organisme agréé sur le paramètre COV (VLE : 110 mg/m³)

Dispositif de traitement des rejets

Constats :

L'exploitant déclare que le site ne dispose pas de chaudière.

Conditions de réalisation de l'activité de broyage :

L'activité se déroule dans un bâtiment ouvert sur les 4 côtés pour les besoins de l'activité (apport de matières à broyer, dépotage de liquides ou pâteux, évacuation de matières broyées). L'activité de broyage est pourvue d'un brumisateur situé à proximité immédiate de la trémie d'alimentation du broyeur. Ce dispositif d'abattement des poussières est actionné en fonction du besoin qui est

estimé par l'opérateur de la pelleteuse qui identifierait un déchet fumant ou poussiéreux. Les déchets broyés tombent dans une fosse et sont déplacés à l'aide d'un grappin actionné par le pelleteur. Initialement les éléments broyés étaient amenés à la fosse des éléments broyés via un transporteur qui ressortaient du bâtiment pour rentrer par la porte d'accès à la fosse de réception des éléments broyés. Désormais, l'ensemble de ses opérations se déroule à l'intérieur du bâtiment.

Surveillance des rejets atmosphériques diffus :

L'exploitant réalise une surveillance des rejets diffus en COV une fois tous les 3 ans : La dernière analyse a été réalisée par la société APAVE le 22 septembre 2023 et le résultat obtenu est de 9,66 mg/m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Transports - chargements - déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 5.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Transports - chargements - déchargements

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de rétablissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Constats :

Descriptif des transports de déchets effectués à l'intérieur du site :

L'ensemble des chargements passent par le pont-bascule pour ensuite se placer sur la zone d'attente. De cette zone, les différents chargements se déplacent vers une des quatre zones de déchargements fonction de la nature des déchets transportés :

- 1 zone se situe à proximité des cuves d'entreposage des déchets liquides et du bâtiment de traitement des déchets liquides (B3). Cette zone sur rétention est destinée au dépotage des déchets liquides.
- 1 zone se situe à proximité du bâtiment de réception des déchets conditionnés (B2). Cette zone est située à l'abri des intempéries sur une aire étanche. L'exploitant dispose de matériaux adsorbants à proximité pour faire face à tout déversement accidentel. Il est à noter que l'ensemble de ce bâtiment est sur rétention.
- 2 zones se situent à proximité du bâtiment de broyage (B4). Une zone est destinée aux contenants solides souillés pour y être broyés. Le déchargement se fait sur rétention. La seconde zone se situe sur une aire étanche au niveau des fosses de déchets pâteux et de décantation. L'exploitant dispose de matériaux adsorbants à proximité pour faire face à tout déversement accidentel.

Le site dispose également de 3 zones de chargement :

- 1 zone se situe à proximité des cuves d'entreposage des déchets liquides et du bâtiment de traitement des déchets liquides (B3). Cette zone sur rétention est destinée au rempotage des déchets liquides traités.
- 1 zone se situe à proximité du bâtiment de réception des déchets conditionnés (B2). Cette zone est la même que la zone de déchargement.
- 1 zone se situe à proximité du bâtiment de broyage (B4). Cette zone est destinée au

chargement des contenants solides broyés. Le chargement se fait sur rétention à l'intérieur du bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Protection incendie du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie du site

Prescription contrôlée :

Réalisation du contrôle annuel de l'ensemble des dispositifs de protection incendies

Constats :

Le bâtiment de réception des déchets conditionnés (B2) est équipé d'un dispositif d'extinction automatique à mousse associé à une détection infrarouge. Des trappes de désenfumage sont en place dans ce bâtiment.

Pour le bâtiment de broyage (B4) :

- La zone de broyage est équipée d'un dispositif d'extinction localisé au niveau de la trémie d'alimentation du broyeur. Ce dispositif est associé à un déclenchement manuel de l'opérateur de la pelleteuse.
- Les alvéoles (broyats et déchets à broyer) et les 3 fosses sont équipées d'une extinction automatique à mousse. Ce dispositif est associé à une détection infrarouge.
- Des trappes de désenfumage sont en place dans ce bâtiment.

Le bâtiment de traitement des déchets liquides (B3) est équipé d'une détection de fumée. Des trappes de désenfumage sont en place dans ce bâtiment.

Le bâtiment abritant la pomperie associée à la protection incendie du site (B5) est équipé d'un système d'extinction incendie associé à une détection par température.

Le site dispose de 3 poteaux incendies privées et 2 poteaux incendie sur le domaine public.

Le site dispose également d'une réserve d'eaux incendie dont le volume est de 350 m³ minimum. Un indicateur permet d'alerter l'exploitant si le volume présent dans la cuve n'atteint pas ces 350 m³ réglementaires.

Vérification annuelle des éléments de protection incendie :

- Le groupe électropompe a été vérifié le 3 septembre 2024 par la société SITM France : aucune action corrective n'est à réaliser.
- Les 3 RIA du site ont été vérifiés le 24 juillet 2024 par la société PROMAT SECURITE. Les RIA sont disposés à proximité du bâtiment B2 (1) et du bâtiment B4 (2). **Le rapport fait état d'un état non satisfaisant pour le RIA à proximité du bâtiment B2. L'enrouleur est déclaré bloqué, la vanne d'arrêt de la robinetterie est hors service et le dispositif ne pivote pas. Par contre, le test de pression est conforme.**
- La vérification des systèmes de désenfumage pour les 3 bâtiments de production (B2, B3 et B4) a été réalisée le 23 juillet 2024 réalisé par la société PROMAT SECURITE : l'état général a été jugé satisfaisant.
- La vérification des extincteurs (66) a été réalisée le 23 juillet 2024 réalisé par la société PROMAT SECURITE : aucune non-conformité n'est identifiée.
- La vérification des systèmes de détection et d'extinction a été réalisée le 25 juillet 2024 réalisé par la société PROMAT SECURITE : aucune non-conformité n'est identifiée.
- la vérification des poteaux incendie a été réalisée le 12 juillet 2024 réalisé par la société PROMAT SECURITE : aucune non-conformité n'est identifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera les actions correctives demandées pour un des RIA du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs extractions ont été générées via l'application Trackdéchets en préalable à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une concernant l'année 2023 • une portant sur la période allant du 01/01/2024 au 16/10/2024. <p>Les constats suivants peuvent être faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les tonnages relevés par l'exploitant dans son bilan 2023 sont en cohérence avec les données enregistrées sur la plateforme Trackdéchets. L'exploitant déclare ne pas rencontrer de difficultés particulières à l'usage de Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite